



ametra06

Le bulletin mensuel d'information de l'AMETRA06
Service de Santé au Travail des Alpes-Maritimes

info

n°62
AVRIL 2014

édito

Chers adhérents,

Nous sommes heureux de vous présenter la nouvelle maquette de notre lettre d'information mensuelle qui fête, cette année, sa 6ème année de parution. Vous retrouverez au fil des prochains numéros vos rubriques habituelles. Au recto, un article de fond dédié à la santé au travail.

Au verso des informations relatives à la réglementation et des points d'actualité pour vous aider dans vos démarches d'employeur, sans oublier des focus sur les actions spécifiques menées par l'AMETRA06 et les nouveaux arrivants. Deux nouvelles rubriques complètent cette lettre. La première est un petit clin d'œil rappelant que la prévention, c'est aussi une question de bon sens ; la deuxième (que vous retrouvez régulièrement depuis 2 mois maintenant) est une réponse donnée par notre service administratif aux questions les plus fréquemment posées par les adhérents.

Ce mois-ci, nous avons souhaité mettre en avant nos centres médicaux mobiles, qui permettent à de nombreux adhérents éloignés de nos centres fixes, d'organiser et d'assurer les visites médicales de leurs salariés.

Bonne lecture à tous.

Pascale DESVALLÉES
Directeur Général



Centre médical mobile : Bienvenue à bord !

L'AMETRA06 dispose aujourd'hui d'une flotte de 4 centres mobiles. Véritable service complémentaire, ces camions représentent un atout important pour répondre aux attentes de nos entreprises adhérentes réparties sur l'ensemble du département.

En effet, ces centres mobiles permettent à nos équipes médicales d'effectuer les visites dans le cadre de leur suivi médico-professionnel, directement sur leur lieu de travail. Cela représente un gain de temps de travail non négligeable pour les entreprises les plus éloignées de nos centres médicaux fixes qui sont, en majorité, implantés au plus près des principales zones d'activité des Alpes-Maritimes.



Pour une gestion et des interventions optimisées (connaissance des secteurs et des adhérents), la répartition des centres mobiles s'organise en 4 grandes zones géographiques allant de l'est à l'ouest du département, sur le moyen-pays et l'arrière-pays, notamment pour les activités saisonnières d'été et d'hiver.

Les prestations offertes lors des visites médicales en centres mobiles sont les mêmes que celles des centres fixes et ce, sans occasionner de surcoût des visites pour l'adhérent. En effet les médecins du travail et les secrétaires disposent d'équipements médicaux, bureautiques et de connections réseau identiques à ceux des autres centres, ce qui leur permet de travailler en temps réel.

Les centres mobiles, c'est avant tout une équipe organisée et structurée de 4 secrétaires médicaux-chauffeurs (Anthony FIARDO, Laurent PEPIN, Dominique TORROMBACCO et Joël MEOZZI) qui travaille en étroite collaboration avec les 55 médecins du travail intervenant en centres mobiles.

Une des clés de cette organisation bien rôdée est Magali Brière. Secrétaire des centres mobiles, elle gère les plannings des 4 camions en adéquation avec les demandes des centres fixes tout en tenant compte de chaque adhérent, de son activité et du nombre de salariés à visiter. Le tout est orchestré par Joël Meozzi, secrétaire médical-chauffeur, mais également responsable des centres mobiles. Parmi ses missions, il a la charge d'étudier chaque nouvelle demande d'adhérent par un repérage sur le site de l'entreprise afin de s'assurer que les contraintes techniques (accès, branchement électrique...) et les contraintes de sécurité (emplacement répondant aux normes en vigueur) sont bien respectées pour recevoir les salariés dans des conditions optimisées.

N'hésitez pas à contacter le centre médical auquel vous êtes rattaché pour plus d'information.

Les centres mobiles en quelques chiffres :

- 4 poids lourds de 10 tonnes :
L 9 m – l 2,5 m – H 3,30 m
- Occupation au sol de 20 m²
- 10.000 km parcourus par an, par camion
- 871 adhérents inscrits
- 20.421 salariés suivis
- 700 journées planifiées par an
- 24 salariés visités par jour en moyenne

Magali BRIERE, Secrétaire centres mobiles
Joël MEOZZI, Responsable centres mobiles

**“La prévention
une question
de bon sens...”**

Ne multipliez pas les branchements
sur vos prises électriques sous
peine de provoquer une surchauffe !



La vaccination : une action de prévention à la portée de tous !



L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) organise la Semaine de la vaccination à la fin du mois d'avril. Inscrite dans la droite ligne de la simplification du calendrier vaccinal paru en 2013, cette semaine, relayée en France par le ministère de la Santé et l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé (INPES) est l'occasion de communiquer auprès du plus grand nombre sur l'importance d'être à jour de ses vaccins. Car, rappelons que même si cette démarche reste individuelle, elle s'inscrit dans une prise de conscience collective que certains virus, comme l'hépatite B ou la grippe peuvent aussi se transmettre au sein de collectivités comme le milieu du travail.

Pour certaines professions, être à jour de ses vaccinations est vivement conseillé, voire obligatoire. Demandez conseil à votre médecin du travail qui saura vous conseiller selon votre activité.

Les rendez-vous vaccinaux sont désormais fixés, pour les adultes, tous les 20 ans, schématiquement aux âges de 25, 45, 65 ans puis tous les 10 ans à partir de 75 ans.

Consultez le calendrier vaccinal 2013 interactif sur www.cres-paca.org/vaccination

L'AMETRA06 remercie les adhérents de la filière bois de leur présence au « rendez-vous de la prévention » qui s'est tenu le 17 avril dernier.

Vous n'avez pas pu vous libérer ? Consultez la présentation PowerPoint sur www.ametra06.org, rubrique documentations par branche professionnelle.



Bienvenue

Ce mois-ci, le docteur **Manuela Falanga** a rejoint l'équipe médicale du centre de Cannes Est.



Déclaration d'un accident du travail : mode d'emploi



Est considéré comme accident du travail (AT), qu'elle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un employeur (CSS, art. L. 411-1).

Procédure à suivre par le salarié victime d'un accident du travail

Il doit tenir informé son employeur dans la journée où l'accident s'est produit ou au plus tard dans les 24h.

Procédure à suivre par l'employeur

Tout AT, dont vous avez eu connaissance, doit être déclaré à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) dont relève la victime dans les 48h (hors dimanches et jours fériés).

Vous devez remplir un imprimé de type Cerfa pour établir votre déclaration en 4 exemplaires, dont 3 sont à envoyer à la CPAM et 1 à conserver. C'est sur la base de cette déclaration que la CPAM rendra sa décision sur la reconnaissance ou non du caractère professionnel de l'accident.

Informations à renseigner : date et heure, lieu, circonstances détaillées de l'accident, siège des lésions et de leur nature, témoin ou

première personne avisée, éventuel(s) tiers à l'entreprise.

Vous avez des doutes sur l'origine professionnelle de cet accident ?

Dans ce cas, vous pouvez émettre des réserves à condition qu'elles soient motivées dans la rubrique « éventuelles réserves motivées » de votre déclaration. Pour appuyer vos doutes, il est conseillé d'y joindre une lettre d'accompagnement exposant les réserves. Attention, celles-ci ne peuvent porter que sur les circonstances de temps, de lieu ou sur une cause étrangère au travail. Faute d'explications précises, les réserves ne seront pas recevables.

Obligations de la CPAM en cas de réserves

A réception des réserves, la CPAM transmet à votre salarié et vous-même un questionnaire pour préciser les circonstances de l'accident. Elle peut également mener une enquête sur place par un agent. Elle doit vous informer, sous au moins 10 jours francs avant la date de sa décision, de la possibilité de consulter le dossier en ses locaux.

Source : Lettre n°6 « Astuces et conseils-Personnel »



Le registre de consignation

Entré en vigueur au 1^{er} avril 2014, le décret n°2014-324 du 11 mars 2014 impose

à tout employeur la mise en place d'un registre spécial pour consigner les alertes relevées (datées et signées) par tout salarié (selon le droit d'alerte qui lui est reconnu dans l'art. L.4133-1 du Code du travail), qui, de bonne foi, estime que les produits ou procédés de fabrication utilisés ou mis en œuvre par son employeur représentent

un risque grave pour la santé publique ou l'environnement, le cas échéant les conséquences potentielles et toute autre information utile à l'appréciation de l'alerte.

Ce registre spécial (dont les pages sont numérotées) doit être tenu, sous la responsabilité de l'employeur, à disposition des représentants du personnel au CHSCT.

Source : Information Mensuelles CISME - Avril 2014



En tant qu'employeur, dois-je régler les examens complémentaires prescrits par le médecin du travail ?

Depuis la réforme du 1^{er} juillet 2012, ces frais sont à la charge du Service de Santé au Travail, et l'employeur n'a plus à régler ces examens.

AMETRA06 INFO est édité par l'AMETRA06.

Siège et administration : Le Petra, 2-4 rue Jules Belleudy, 06203 NICE Cedex 3 - administratif@ametra06.org www.ametra06.org - Email : administratif@ametra06.org - Tél. : 04.92.00.24.70 - Fax : 04.93.55.11.46

Retrouvez cette lettre sur notre site Internet www.ametra06.org